

Tolle & Lege

AVIS

Aux Ingénieurs de Bateaux à Vapeur et autres

THEO HAMEL

No. 6, Rue Saint-Matthieu

donnera une commission libérale à tout ingénieur qui lui fera acheter quelques-uns de ses ouvrages suivants :

Caractéristiques pour presse à vapeur (Pneumatique de tout genre).

Caractéristiques pour joints plats Babcock & Wilcox.

Ciment pour radars de bouillottes et tuyaux Waste blanc et de couleur de toutes qualités, etc.

Si HAMEL est aussi l'agent à Québec pour la vente de la "WAZER", couleur jaune sans chimie et dont la fumée est celle de cinq quintes chaudières.

PHILX : 84 exemplaires libéraux au commerce. Pour les jours humides du printemps les poètes à l'abri de la pluie par le gaz, constituent une économie de 50% sur l'électricité.

QUEBEC

MERCREDI, 27 JUIN 1888

CHRISTOPHE COLOMB

Le gouvernement italien a décidé de donner le plus grand éclat possible à la célébration du quatre centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Il a reçu à cet effet un grand nombre de suggestions qui toutes s'accordent à proposer qu'il soit publié à cette occasion, sous les auspices du gouvernement, un grand ouvrage historique et scientifique comprenant une collection complète des documents authentiques existant dans les bibliothèques privées ou publiques relatives à la vie, aux voyages et aux découvertes du grand navigateur, et aussi aux travaux de ses précurseurs qui lui ont préparé la voie. A cet effet, il a été nommé un comité de vingt membres, géographes et bibliophiles, tous Italiens, à l'exception d'un seul, M. Henry Harrisse, qui est Français et qui est considéré comme le savant le plus éminent dans les matières relatives à la découverte, à l'histoire du nouveau continent. Déjà, M. Harrisse a recueilli une masse de renseignements précieux, rares ou même inédits, qui seront utilement consultés par la commission, et qui enrichiront puissamment à éclairer l'enquête dont elle est chargée. Dans le programme de cette enquête est comprise l'élucidation de la question de priorité entre Christophe Colomb et Amerigo Vesputi, question que l'auteur de la notice à laquelle nous empruntons ces détails tranche en faveur du premier, nonobstant l'opinion contraire qui a trouvé crédit auprès de certains critiques contemporains, en se fondant sur ce que Amerigo Vesputi, qui vivait au temps de Colomb, a dû avoir connaissance du récit de ses voyages et de ses découvertes, publiés de son vivant, et qu'il n'a fait entendre aucune protestation. Quel qu'il soit, la question vaut la peine d'être étudiée plus à fond qu'elle ne l'a été jusqu'ici, et ce ne sera pas le moins intéressant de la fête nationale dont le gouvernement italien se propose de prendre l'initiative.

LE PATRONAGE POLITIQUE

Décidément, la critique de la Justice et votre humble serviteur ne sont pas faits pour s'entendre ni se comprendre. J'avais écrit bien nettement que le patronage politique était une des prérogatives du pouvoir devant aller de préférence à ceux qui supportent le poids des luttes. Au lieu de convenir de cette vérité, acceptée par tous les partis, mon agresseur s'égare dans la voie des insinuations et décrets tout bonnement que je suis un conservateur en rupture de ban, que je suis enroulé dans une bande famélique quelconque qui m'inspire et m'insouffle les quelques idées que j'ai l'honneur de coucher sur le papier.

Cette double accusation ne me pèse guère et je doute fort que la sensibilité de ceux que l'on veut compromettre en soit vivement affectée.

Que dans mon entourage il soit arrivé à quelqu'un de soupçonner après de plantureux contrats, de solliciter une des largesses ministérielles, je l'ignore, mais la chose est assez vraisemblable. Qu'y a-t-il là de plus de se représenter ?

Ne sait-on pas que sur ce terrain, les propriétés des journaux, — car c'est eux que l'on désigne — à quelque parti qu'ils appartiennent, sont dans les mêmes conditions et éprouvent presque un égal degré de besoin d'émarger au budget.

Aujourd'hui, c'est au tour de la Justice, de l'Étendard et des feuilles de même nature de happer les maronniers sortis tout chauds des fours de la cuisine ministérielle.

Demain, les journaux du parti opposé s'estimeront peut-être heureux de prendre leur revanche, mais dans un cas comme dans l'autre, je ne trouve rien à redire.

L'on a découvert une indélicatesse dans le fait que j'avais laissé glisser sous ma plume le nom du gérant de la Justice, Mon Dieu ! c'était fait sans malice et uniquement pour illustrer ma thèse d'un exemple intéressant. Je n'ai jamais affecté de penser un instant que le personnage mis ici accidentellement en cause fut assez naïf pour laisser tirer l'oreille lorsqu'il lui offrait si galement de faire couler le Pactole à sa porte.

Notre époque est trop pratique pour avoir de ces déshonneurments. Cette vertu peut encore se rencontrer sur terre, mais il serait insensé de l'exiger de ceux qui luttent si péniblement pour leur existence.

Dans l'usage que l'on fait des faveurs ministérielles, il n'y a rien d'ailleurs qui ne soit irrégulier ou malséant, et par conséquent se rencontre pour l'heure de bonnes fourchettes à la Justice il serait absurde de conclure que l'on ne saurait trouver

autre part des estomacs moins bien préparés à gorgor ce qu'on leur présente. Je l'ai déjà dit, les propriétaires de journaux politiques sont tenus à des sacrifices permanents, à des frais énormes. C'est bien le moins que dans l'occasion la reconnaissance politique s'affirme à leur égard et leur permette d'entretenir de bonnes relations avec leurs créanciers.

Voilà la thèse que j'ai soutenue jusqu'à ce jour et je m'étonne vraiment que la Justice qui trouve bien ce que son parti fait pour elle, juge mauvais que mes chefs politiques aident dans la mesure de leurs forces les journaux conservateurs.

Quand à ce qui me concerne personnellement, — puis que mes censeurs me tiennent pour suspect — je n'ai que deux mots à dire pour ma défense.

Je suis conservateur par conviction et le gouvernement d'Ottawa m'en est-il écroulé de ses faveurs — ce dont je n'ai pas à me plaindre — que je m'expliquerais franchement avec lui. Je ne sers pas à mes intérêts particuliers, je sers ceux du parti tout entier.

J'ai déclaré plus d'une fois que l'égoïsme qui semble être l'apanage des deux de l'Olympique fédérale minait sourdement le parti, avait jeté le plus profond découragement dans cette vaillante phalange qui a si puissamment contribué à nous assurer le pouvoir, et je m'en dédis pas. On doit la vérité aux grands et aux forts comme aux faibles et aux petits. Quelques pusillanimes persuadés que je secour un peu violemment le frein de la discipline, trouveront à redire à ce langage. Que m'importe ?

Après cela, à ceux qui ne jugent d'une situation que du fond de l'alcôve de leur cabinet, le métier de grandeur est toujours facile. Ceux là ne savent point ce qui se passe en dehors de la sphère étroite où ils vivent à même les rentes qu'ils se font, et si nous n'avons que leur flair pour nous guider, le parti se suiciderait silencieusement mais sûrement.

C'est précisément ce malheur que nous voulons éloigner, et c'est pour le prévenir que je sème à toute volée la cloche d'alarme qui fait dresser les oreilles à mes adversaires.

DEBASSOUR.

L'AFFAIRE LAVALLÉE

Le comité spécial dans cette affaire s'est réuni hier. M. J. O. Desjardins, procureur de Joliette, et M. Guibault, député aux Communes, ont été examinés comme témoins.

La conversation générale, a dit M. Guibault, dans la ville de Joliette était l'affaire Lavallée. Les libéraux se vantaient d'être en mesure de ruiner politiquement le Dr Lavallée, vu ses agissements au sujet d'argent de colonisation.

L'avocat de M. Lavallée a déclaré avoir l'ajournement qu'il n'avait plus de deux témoins à faire entendre : M. le curé St-Pierre, de Ste-Émile des Monts, et M. Bazinet, député de Joliette.

Le département de l'agriculture a délégué M. H. Harter, agent de colonisation, pour assister aux fêtes canadiennes de Nashua, dans les intérêts de la colonisation.

LETTRE DE MONTRÉAL

Montréal, 25 juin.

On fête St-Jean-Baptiste et toutes la ville est en liesse. Ce ne sont partout que drapeaux et guirlandes. La cathédrale est admirablement décorée. Des fanfares d'honneur sont disposées pour le président M. David, ayant à sa droite l'honorable M. Chapleau, à sa gauche M. Faucher de Saint-Maurice. La grand-messe a été chantée par le révérend M. La Rue, le sermon de circonstance a été donné par Sa Grandeur Mgr Fabre.

Après le dîner, il y a eu une réunion au cabinet de lecture paroissiale. Les discours de circonstance ont été prononcés par M. L. O. David, l'honorable M. Chapleau, M. Faucher de Saint-Maurice, l'honorable M. Chauveau et M. Robitoux.

Après il y a eu un banquet offert chez madame Duperré par M. David à ses hôtes.

Lundi a eu lieu le pique-nique de St-Jean-Baptiste sur l'île de Ste-Hélène. Il a été un grand succès. Des discours fort éloquentes y ont été prononcés.

Ce soir M. Desjardins, député de Hochelaga donne un banquet au prince Roland Bonaparte, à l'honorable M. Chapleau, aux députés de l'Assemblée législative qui demain matin seront en route pour Nashua.

Non lecteurs seront tenus au courant de ce voyage qui promet d'être intéressant.

AU JOUR LE JOUR

L'honorable M. Chapleau, secrétaire d'État, a signé un contrat avec MM. McLean, Roger et Cie., par lequel le gouvernement loue leur imprimerie jusqu'à ce que les ateliers officiels puissent être exploités.

On va élever à Paris une statue à Shakespeare au coin de l'avenue de Messine et du boulevard Haussmann. L'œuvre est du sculpteur Fournier et le piédestal de M. Deglane qui a obtenu au Salon la médaille d'honneur d'architecture.

Le prince Alfred de Grande-Bretagne et d'Irlande, duc d'Edimbourg et duc de Saxe, vient d'être nommé général d'infanterie dans l'armée allemande.

Il est question d'agrandir le Windsor de Montréal.

Le marquis de Lorne et la princesse Louise doivent visiter bientôt l'Irlande.

M. Laurier commencera probablement sa tournée politique dans l'Ontario dans la seconde semaine d'août. Sir Richard Cartwright l'accompagnera.

Le départ de Lord Dufferin de l'Irlande a été ajourné au milieu d'octobre.

M. Guillaume Couture s'embarque aujourd'hui pour l'Angleterre et le Brésil où il doit étudier dans les grandes cathédrales de ces deux pays les traditions de la musique anglicane.

L'hon. F. Langellier est parti hier soir, pour Nashua, où il est invité comme maire de Québec pour prendre part à la convention des Canadiens français.

M. David Hilliard, député de Lanark-Nord à la Chambre d'Ontario, est mort.

PROJET DE CHEMIN DE FER

Il y a un projet de loi devant la chambre pour constituer légalement en corporation la compagnie du chemin de fer de "Québec Oriental".

Voici la liste des actionnaires de cette compagnie :

L'hon. Charles Antoine Ernest Gagnon, A. Dessaint, P. A. Choquette, N. Bernatchez, P. B. Casgrain, F. Gilbert, M. Déchêne, A. Dupuis, J. B. Dupuis, L. N. Duroche, G. Anyar, M. P., Louis P. Feltier, A. Faucher de Saint-Maurice, M. P., P. J. U. Gregory, N. Turcotte, P. Angers.

Meurtre dans le Griffingtown

DETAILS DE LA TRAGÉDIE

Arrestation immédiate du meurtrier.

L'excitation était à son comble lundi après-midi à Montréal, quand le bruit se répandit que l'un des citoyens les plus respectés de l'endroit avait été assassiné par un voiturier M. Thomas Donnelly, tenant une épicerie sur la rue Ottawa et voisin de chez lui demeure un vieillard nommé Kehoe.

Kehoe est propriétaire de la maison et avait été en société auparavant avec le père de Donnelly. Donnelly voulait acheter sa part du pâté de maison, mais on ne pouvait s'accorder quant au prix. Kehoe père et son fils discutèrent la question ensemble, mais ne pouvant s'accorder, M. Kehoe père suggéra que l'on vienne à l'épicerie.

M. Donnelly arriva et bientôt après, M. Kehoe père le vit entrer dans le magasin en se traînant et en s'écriant : "Je suis blessé." Le jeune Kehoe a ensuite été arrêté caché dans une étable, en arrière de la résidence de son père.

Le sergent Watson, qui était en charge du poste No. 7, dit qu'au moment de sortir hier après-midi, il entendit un coup de feu, et qu'il vit un homme entrer dans le magasin.

AVAIT ÉTÉ TUÉ

Le sergent entra chez Donnelly et le trouva assis sur le bord de son lit. Donnelly s'écria :

"Sergent, j'ai mon compte, envoyez chercher le médecin et le prêtre."

Le sergent lui demanda qui l'avait blessé et il répondit :

"Jack Kehoe."

"On est-il ?" demanda le sergent.

"Chez lui, arrêtez-le."

Le sergent Watson envoya de suite un homme chez le médecin et un autre au poste.

À l'arrivée de la police, le jeune Kehoe avait disparu.

Les sergents Watson et Haynes firent des recherches et, quelque temps après, le découvrirent dans un grenier à foin en arrière de la maison. Lors de son arrestation, le prisonnier.

DE LA BALLE IGNORANT.

de tout ce qui s'était passé et de la police de pouvoir produire aucune preuve contre lui. Il prétendait n'avoir pas vu Donnelly depuis six semaines. Le père dit que son fils n'a pas vu de toutes ses facultés mentales depuis quelque temps.

Lorsque M. Donnelly fut blessé, le sergent Watson envoya chercher les docteurs Hingston et Guérin, qui vinrent que la balle l'avait frappé dans l'abdomen. Il est mort environ une heure après d'hémorragie interne.

LE RECIT DU PÈRE

M. Kehoe, le père du prisonnier, raconte la même chose à propos de la dispute, telle que mentionnée ci-dessus. Il a eu une longue conversation avec son garçon à propos de la vente de la brique, et celui-ci ne s'accordait pas avec lui, il lui dit d'aller voir Donnelly. Lui (M. Kehoe) est allé dans le magasin de M. Donnelly afin d'en prendre son pendant que ce dernier déballait les conditions avec son fils. Environ deux minutes après Donnelly entra dans le magasin en se traînant et s'écria : "Je suis blessé."

Le sang sortait de son côté et il y avait un petit trou dans son gilet. Le sang lui sortait aussi par la gorge. M. Kehoe lui demanda qui lui avait fait cela, et il répondit : "Tom fils, Jack." On coucha alors le défunt sur son lit mais il est mort peu après. M. Kehoe ajoute que son fils n'avait pas pris de boisson depuis cinq semaines et était resté à la maison. Avant cela il avait une mauvaise réputation et avait eu mille à partir avec la police.

Il a dit qu'il ferait du mal à quelqu'un si son père ne payait pas sa pension à l'Asile de la Longue-Pointe.

OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

L'enquête du coroner est commencée lundi matin dans la maison du défunt et s'est continuée hier.

Le verdict ne sera rendu qu'aujourd'hui.

Parlement Provincial

Séance du 26 juin.

L'Orateur prend le fauteuil à 3 heures P. M.

L'hon. M. MERCIER propose qu'à partir de samedi, le 30 du courant, inclusivement, il ait trois séances distinctes par jour.

L'hon. M. TAILLON. — Ce régime extraordinaire ne peut être toléré que pour quelques jours. Il appuie la motion du premier ministre si la session doit finir la semaine prochaine.

M. SHEYEN propose que la chambre se forme en comité des subsides. Cette proposition est adoptée.

A l'item de \$42,000 pour écoles normales.

M. LEBLANC parle en faveur de l'éducation et dit que notre système d'éducation supérieure fait l'admiration des étrangers. Nos collèges classiques sont tenus sur le plus haut pied. Mais il y a encore un défaut dans cette éducation ; on néglige trop le peuple ; c'est l'éducation populaire qui nous manque. L'enseignement religieux est une excellente chose, mais il ne faut pas penser qu'aux églises, il faut aussi s'occuper de corps. Ce sont des notions pratiques que nous devons donner au peuple.

L'ÉVÉNEMENT

M. NANTIEL croit qu'il y a beaucoup de gens qui remarquent que vient de faire le discours de Lord Dufferin. L'éducation a fait beaucoup de progrès depuis quelques années, mais il n'est encore beaucoup à faire. Notre système d'enseignement primaire est certainement défectueux. Les élèves qui fréquentent les écoles primaires sont destinés ordinairement à l'agriculture, à l'industrie et au commerce. Notre enseignement sous ce rapport ne renferme pas toutes les conditions voulues ; c'est surtout le côté pratique qui fait défaut. Il faudrait enseigner un cours pratique d'agriculture pour ceux qui doivent se livrer à l'art agricole, la tenue des livres pour ceux qui veulent entrer dans le commerce ; la calligraphie, entre les portes du commerce ; il y a aussi les métiers, pour les enfants qui s'adonneront aux diverses industries de notre pays ; le dessin et trop négligé. Il faut ajouter la pratique à la théorie.

M. TAILLON. — L'hon. député de Laval a parlé très eloquemment en faveur des écoles normales ; il ne faut pas lui en faire reproche, car c'est à l'école normale que la mise en instruction, et surtout d'hui le témoignage de la reconnaissance à son Alma Mater. Les écoles normales sont indispensables dans notre système d'éducation, mais il faut bien s'assurer que les élèves qui sortent de ces institutions se livrent plus tard à l'enseignement, ou s'embrassent une autre carrière parce que le salaire qu'on leur offre n'est pas suffisant.

L'école destinée à l'éducation n'a point été pas assez élevée jusqu'à présent, mais il ne croit pas que le gouvernement puisse augmenter l'item des écoles normales.

L'item de \$3,000 pour le conseil d'agriculture est appelé.

M. TAILLON demande d'attendre que la chambre ait adopté le rapport de la commission agricole avant de voter cette somme.

M. MERCIER dit que le rapport de la commission ne changera rien à la dépense. On a \$3,000 que nous demandons pour le Conseil d'agriculture, qu'il soit changé ou non.

L'item est voté.

Sur l'item de \$2,100 pour les journaux d'agriculture anglais et français.

M. NANTIEL dit que ces journaux ne sont pas à la hauteur de ceux d'Ontario.

M. MERCIER. — Ces journaux seront grandement améliorés.

M. NANTIEL ajoute que ces journaux ont été faits pour être lus par les lecteurs qui les reçoivent, et à leur profit. Aujourd'hui on donne notre journal d'agriculture pour 30 cts ; c'est inacceptable, et on n'obtient pas du tout le but désiré. Si le gouvernement donnait une prime de \$3,000 à \$4,000 aux éditeurs, il arriverait certainement à fonder un journal sérieux.

M. LEBLANC. — Une commission agricole a visité nos écoles d'agriculture, nos formes expérimentales, etc. Un rapport nous a été remis, mais ce rapport représente les idées d'un petit nombre de membres de cette chambre. Des opinions contraires ont été exprimées sur différents points par des personnes qui n'en faisaient point partie ; mais ces opinions ne nous ont pas été communiquées dans toute leur étendue. Tout le monde veut favoriser l'agriculture ; il faut en prendre les moyens.

M. BERNATCHÉ. — Le seul débat sur lequel la commission agricole ne s'est pas accordée, est celui qui a eu rapport au changement de formation du conseil d'agriculture.

M. BEAUCHAMP félicite les députés qui ont parlé sur la question agricole. Il faut chercher à rendre les journaux agricoles plus intéressants.

Ces journaux devraient être publiés plus souvent.

Le député de Montmagny vient d'admettre que la commission a été différenciée sur un point. Quand le temps sera arrivé, le député des Deux-Montagnes prouvera qu'on a différencié d'opinions sur d'autres points, sur deux ou trois points.

M. TAILLON. — Est-ce qu'il y aura des changements dans la distribution des journaux d'agriculture ?

M. MERCIER. — On fera payer l'abonnement aux journaux aux cultivateurs. Certaines institutions les recevront gratis.

M. LEBLANC trouve la Gazette des Campagnes plus intéressante et plus utile que le Journal d'Agriculture.

M. GAGNON. — Tout en reconnaissant le mérite de la Gazette des Campagnes, il ne faut pas mépriser les journaux du gouvernement.

L'item est voté, ainsi que celui de \$750 pour la Gazette des Campagnes.

L'item de \$2,400 pour les écoles d'agriculture et de \$1,000 pour payer le travail des élèves, est appelé.

CONTES ET NOUVELLES

LE MENAGE JONES

Les habitants de Bridgeton, N. J., ne peuvent assez admirer un fermier et son épouse, qui chaque samedi après-midi, viennent échanger en ville du beurre et des œufs pour des épicerie. Ils trouvent que c'est un ménage comme on en voit peu et s'arrangent en toutes choses.

Mais le monde ne sait pas toutes les misères que cette femme aux roses roses et à la physionomie souriante a eues à supporter son époux Jédédia Jones à son point ; et cela parce que Jones avait eu une première femme, facile à contenter, prenant les choses comme elles venaient, laissant faire son mari comme il voulait et ne cherchant jamais à avoir le dernier mot. Les femmes de ce caractère sont rares aujourd'hui, et quand il y en a, elles vivent peu ; aussi, tout naturellement, Rachel, Mme Jones numéro 1, mourut jeune, laissant Jédédia, seul sur cette vaste terre, avec tous ses défauts, pour se procurer une autre femme.

Comme Jédédia, il avait passé sa douce vie à faire du bien à son prochain, et à se faire aimer de tous, croyant fermement que toutes les femmes sont faciles à contenter, mais à mesure que cet amour se dissipait ses illusions.

L'un des plus grands défauts que cet homme avait, c'était de fournir son nez dans les choses qui ne le regardaient pas. Sa seconde femme, qui s'appelait "la foudre", avait réglé de l'en grefier ; car rien n'était si ennuyeux pour une femme d'ordre et d'énergie comme Sarah que de voir son mari quitter son travail cinq ou six fois par jour pour venir voir ce qui se passait dans la maison. Tant que la lune de miel dura, elle lui pardonnait encore cette indiscipline, mais à mesure que cet amour s'éteignait elle trouvait cela plus insupportable et à la fin elle se décida à y mettre un terme.

Un jour, il paraissait être plus farouche, lardé de l'habitude et en allant à son travail il passa sous le hangar pour tourner le balai, dont le balai était en haut, et fit cette remarque :

"Sarah, vois, j'aurais bien voulu qu'on ne pose pas un balai comme ça. Rachel ne faisait jamais ça."

— Ecoute, lui répondit Sarah, en retournant le balai, c'est moi qui suis la

maîtresse ici maintenant et non pas Rachel.

Il échangea un regard qui équivalait à une déclaration de guerre. Jédédia se sentait humilié à tenir tête à une femme et il comptait bien sortir vainqueur de la lutte qu'il s'entamait. Aussi, fermement décidé à affirmer sa suprématie dans les affaires de ménage, il fut ce jour-là de retour à la maison de meilleure heure que d'ordinaire. Soulevant le couvercle d'une chaudière pour voir ce qu'il y avait pour dîner :

— Humpf ! grogna-t-il, tu mets trop d'eau pour bouillir les patates. Il n'en faut mettre que pour couvrir le fond de la chaudière ; la vapeur est assez pour les cuire.

Et, faisant le malin, il enleva le pot et jeta la moitié de l'eau. Mais promptement, Sarah remit du d'eau qu'il n'en avait oté et s'écria furieuse :

— Qu'est-ce qui t'a fait les patates, c'est toi ou c'est moi ?

Jédédia se rembrunit de n'avoir pas vu la nouvelle addition d'eau, et il s'occupa de mettre de l'ordre dans la salle à manger, commençant par ranger les chaises autour de la table à manger avec le siège sous la table.

— Je n'ai pas des chaises empilées pour les cacher comme ça, lui dit Sarah d'un air peu doux. C'est superflu ici à présent, c'est vide comme ton magasin à fourrage. Et elle se mit à éparpiller les chaises, mettant une près d'une petite table, une autre près de la fenêtre, etc., jusqu'à ce qu'elle eût rétabli les choses dans leur première condition, et cela au grand dégoût de Jédédia, qui se retira en poussant violemment la porte derrière lui.

Mme Jones entendit bientôt un grand remue-ménage dans la pièce voisine, mais elle pensa qu'il valait mieux ne pas faire attention pour le moment et elle continua à préparer le dîner. Jédédia descendit bientôt rouge comme une tomate, et sortit d'un air triomphant.

Il faut que Jédédia sache qu'il a fait, dit Mme Jones quand il fut dehors. Elle trouva le lit, le bureau, l'armoire, le lavabo, les chaises, tous les meubles, enfin, rangés sur un côté de la chambre, tandis que les trois autres étaient nus. Une femme en colère peut faire beaucoup de choses, et il ne fallut pas longtemps à Sarah pour tout remettre dans l'ancienne position, et elle retourna dans la cuisine juste au moment où Jédédia venait voir si le dîner n'était pas cuit.

— Ecoute, toi, lui dit-elle en lui faisant des yeux terribles, si je ne suis pas capable de tenir le ménage, tu feras bien d'en prendre une autre.

— Je pense bien, répondit Jédédia, qu'un homme a le droit de faire les choses chez lui comme il lui semble.

— Alors, si c'est à toi les femmes ont bien le droit de négocier leur travail pour s'occuper du dehors.

— C'est différent, ça, fit Jédédia. Rachel et moi, nous nous accordions comme des tourterelles, nous ne nous querelions jamais.

— Tu te métais des affaires du ménage de son vivant comme tu le fais à présent ?

— C'était tout le plaisir de Rachel de me voir m'intéresser au ménage.

— Ce n'est pas drôle qu'elle soit morte alors. Mais écoute : je veux que tu saches que ce n'est pas la même chose avec moi et que tu ne dois plus t'occuper du ménage. Fais tes affaires et laisse-moi faire les miennes.

— Les jupons ne sont pas faits pour me gouverner, lui, Rachel, elle.

— Ta, ta, ta, plus d'elle ! Vous avez ramassé de quoi aussi ! Asses à présent. Retire ton nez de mes affaires ou je foule le mien dans les tennies.

Ce jour-là le dîner fut triste et les deux ne causèrent pas. A partir de ce moment, Mme Jones fut plus sévère que son ménage qu'apparaissait, mais ce fut en vain, car Jones s'obstina à vouloir commander quand même.

— A mon tour maintenant, se dit un jour Mme Jones en nouant son bonnet et suivant son mari qui sortait faire son travail ordinaire. En passant par la porte de bois où Jédédia n'était jamais allé, elle le reprit par le bras et le tira vers elle.

— Tu es content de bougonner. Un moment après, il lui vint dans la tête d'aller chez elle.

— Que diable fais-tu là ? lui cria-t-elle.

— Je donne à manger aux chevaux qui ont faim, qu'il comme ça, et chevait qu'il ont faim, qu'il comme ça, j'aurais bien des choses à te dire.

— En quoi te regardes-tu ? Tu feras mieux d'aller dans la cuisine.

Dont, fit-elle, en se levant un cheval. Il faut que j'aie le mien. M. Brown lui vendra ce cheval qui va se piquer.

Et comme Jones vit que sa femme montait sur le cheval il jeta sa scie et courut vers elle.

Mais déjà elle était sur le chemin et ne l'écouterait plus. Craignant de se faire remarquer en courant après elle, il rentra tranquillement chez lui.

Quand, à midi moins un quart, Sarah fut de retour au domicile conjugal, elle trouva son mari d'assez triste humeur assis sur la chaise.

— Eh bien, chéri, lui dit-elle d'un ton de satisfaction, M. Brown vient chercher le mien ce soir.

— Oh ! que veux-tu, chéri, j'ai tant à faire que je ne puis m'occuper de faire cuire à manger. Nous allons nous contenter d'un morceau de pain.

— Je te casse la barbe du cou si tu continues à l'occuper comme ça de ce qui ne te regarde.

— La loi ne permet pas ça, mon chéri. Nous diversons alors et tout de suite, s'écria Jédédia qui courut sans tarder chez un avocat. Il eut à payer \$5 pour entendre le conseil de l'homme de loi, lequel dit à Jédédia de faire faire tranquillement le ménage s'il voulait avoir la paix dans sa maison.

— Qu'elle fasse comme voudra et que le diable l'emporte ! bougonna Jédédia en route et depuis ce jour il s'est gardé de donner ses ordres à sa moitié et il s'apprit que tout ce qu'il avait à faire était de temps en temps s'occuper de ses affaires et Sarah, laissée à elle-même, s'est montrée très économe et a mis de quoi de côté. Jédédia Jones croit aujourd'hui que les femmes sont capables de certaines choses dans la sphère de leurs aptitudes, et qu'il est bon de les laisser faire.

